L'Abeille de la Nouvelle-Orleans.

NOUVELLE-ORLEANS, MARDI MATIN, 10 AVRIL 1855.

Imprimé et publié par
G. F. WEISSE & COMP.
Rédacteurs-Propriétaires :
G. F. WEISSE. E. DUPUGNE.
E. DUVERGER. E. HARRY.
BUREAU, RUE DE CHARTRES, 26,
ENTRE LA RUE ROYALE ET LA RUE BOURBON.
NOUVELLE-ORLEANS :
MARDI MATIN, 10 AVRIL.

L'ESCLAVAGE A CUBA.

Les derniers journaux européens nationaux de nos nouvelle qui, si elle se confirme, va peut manquer de produire une bien vive sensation aux Etats Unis. S'il faut en croire la correspondance espagnole de la *Presse*, un des membres du cabinet de Madrid serait désirés dans les Cortès que le gouvernement se disposait à abolir l'esclavage à Cuba. C'est dans la séance de 8 mars que cette grave déclaration aurait été faite. Voici comment s'exprime le correspondant de journal français :

« Je vous ai annoncé, il y a quelques jours, la découverte d'une conspiration très grave dans l'île de Cuba. Ce matin, le gouvernement a reçu des dépêches circonstanciées qui lui ont été apportées par M. Bastios, l'un des officiers les plus distingués de la marine espagnole. Or, M. le général Serrano a beaucoup insisté pour que le débat de la Constitution pour demander au gouvernement s'il pouvait s'expliquer sur le contenu de ces dépêches.

« M. Lozarraga, au milieu d'un silence vraiment solennel, fait des réponses aussi catégoriques que, aussi complète que pouvaient le permettre les circonstances.

« D'une grande conspiration a été en effet découverte, mais le capitaine-général Concha est parvenu à l'étouffer dans son germe. Tous les principaux acteurs de ce drame qui sentaient les mains de l'autorité. Le ministre a pu donner l'assurance que la sécurité de la riche colonie sont. Les positions ne peuvent donc courir désormais ne courait plus aucun danger. De grands renforts de troupes vont être envoyés au général Concha. L'Espagne se soignera de toutes ses veines pour y avoir à supporter de ce côté si dommage ni désharmonie.

« Sur le caractère même de la conspiration, M. Lozarraga n'a pas été aussi explicite qu'il l'aurait sans doute désiré. Il a cru néanmoins qu'il n'y a aucun besoin de ménagements à faire à l'égard d'un parti qui, comme on sait, a été battu en brèche. Il a donc pu dire que le gouvernement de Sa Majesté est résolu de maintenir les traités qui défendent la traite des noirs et de les exécuter fidèlement et sincèrement, il est profondément convaincu que l'esclavage est une nécessité et une condition indispensable au maintien de la paix et à la prospérité territoriale de la Cuba, et nous avons désiré prévenir les sentiments des déplaisés en donnant aux habitans et aux propriétaires de l'île la garantie qu'il ne peut y avoir à l'esprit de personne de violer ce principe.

Ce langage ressemble peu à celui de compte-rendu et des correspondances de la *Presse*. Nous aimons à mieux ajouter foi aux journaux français qui ont des écrivains à Madrid et qui sont parfaitement renseignés. Il est évident que, la *Cronica* a été induite en erreur ou que craignant l'effet de la déclaration ministérielle, elle a jugé convenable de changer du noir au blanc la pose de M. Lozarraga.

Si celui-ci a réellement exprimé l'opinion du gouvernement espagnol, on peut s'attendre à une grave complications entre les Etats-Unis et la Péninsule. Notre gouvernement ne permettra jamais qu'on crée aux portes de l'Union un foyer d'agitation. Il est certain en effet qu'à l'émancipation deviendrait le signal de la révolution à Cuba. Cette mesure ressemble à celle qui livrerait les colons au despotisme de la population noire.

Les affaires de nos voisins ne nous regardent pas, dira t-on, c'est vrai, mais il est clair que la proclamation de l'affranchissement dans une île qui touche presque à nos rivages réagirait d'une manière fâcheuse dans les Etats de l'Union ou existe encore l'esclavage. Voilà le danger, et le devoir du gouvernement américain est de le conjurer en prostrant d'abord à Madrid et en prenant ensuite des mesures décisives si le cabinet espagnol refuse de prêter l'oreille à nos légitimes réclamations.

M. Lozarraga a dit que les propriétaires d'esclaves seraient indemnisés. Comment ! Est-ce que l'Espagne a les moyens de rembourser à ses colons le prix des cinq cent mille esclaves que possèdent ces derniers ? Ce serait pour elle une affaire d'environ deux cent millions de piastres ! Où prendrait-elle cette somme énorme ! Son trésor est épuisé et les sources de son revenu presque taries. Non, si l'Espagne affranchit les noirs de Cuba, les colons ne seront pas indemnisés. Ils le savent bien, et si jamais le gouvernement espagnol s'avise de mettre à exécution ses projets de fausse philanthropie, l'insurrection éclatera chez nos voisins avec une violence irrésistible.

ECOLES PUBLIQUES DU 2e DISTRICT.—Les examens des écoles publiques du Deuxième District commenceront lundi prochain et auront lieu dans l'ordre indiqué par le surintendant, dans un avis inséré plus loin. Nous apprenons avec plaisir que les résultats obtenus dans nos écoles sont des plus satisfaisants. Les professeurs sont tous très choisis avec discernement. Ils sont au surintendant, son zèle et son dévouement ont été extrêmement utiles à la cause de l'instruction publique dans notre district.

MUSIQUE NOUVELLE.—Nous avons reçu de M. LORRIN, professeur de musique au couvent du Sacré-Cœur, une grande valse brillante de sa composition, et dédiée à son élève Mlle Lucy Palmer. Les amateurs de piano lisent avec plaisir cette production musicale lumineuse, qui mérite à plusieurs titres un patronage spécial. La valse de M. Lorrain est en vente chez M. T. E. Benoist, rue de Chartres.

TABLEAUX DE BUSTAN.—La fermeture de magnifique panorama représentant le *Pélerin's Progress* de Bunyan aura lieu dans le courant de cette semaine. Nous croyons devoir rappeler à nos lecteurs que d'ici à jeudi les splendides accompagnant le spectacle seront données en français. Les personnes qui ne comprennent que cette langue feront donc bien de profiter des soirées de cette semaine. Il n'en reste plus que trois. Le panorama s'ouvrira également ce jour, à 1 heure de l'après-midi, et les explications seront données en anglais par le directeur, M. Greenwood.

BATOU LAFOURCHE.—Nous lisons le *Pionnier de l'Assomption* :

Depuis quelques jours la bagne monte vers nous en de rapides pour cette saison. Déjà on a reçu avec les habitants de ce bord une bonne partie de celui qui a été semé il y a un mois, à la suite des explications demandées par M. Marigny. Les renseignements qu'il a donnés ont été satisfaisants à son cabinet. C'est le pendant de celui qui a été semé il y a un mois, à la suite des explications demandées par M. Conrad. Les correspondances de ces deux députés qu'elles sont décidées à ne pas reculer d'un pas sur ce terrain, ou si c'est arrêt tout de l'honneur de l'Espagne.

On vient de lire le rapport de correspondant de la *Presse*, le compte-rendu de la séance des Cortès, traduit de l'espagnol, confirme son assertion. Le voici :

M. LE GENERAL SERRANO. Messieurs, le bruit s'est répandu qu'une conspiration venait d'être découverte à l'île de Cuba. (Vive attention.) Je demande au gouvernement de nous donner quelques explications sur un fait si important.

M. LOZERAGA. (vif mouvement d'attention). Le gouvernement a reçu, en effet, des dépêches annonçant qu'une conspiration venait d'être découverte à la Havane. M. le capitaine-général Concha a pris sur-le-champ les mesures de sûreté sanires pour maintenir l'ordre et conjurer tout à fait le péril. Je puis en ce moment donner l'assurance à la Chambre que la tranquillité et la sécurité de l'importante ne court aucun risque. Le gouvernement est décidé à ne rien négliger pour soupeser et supprimer la cause d'une aussi grande. Les troupes seront envoyées, s'il le faut, pour renforcer celles qui sont déjà à la disposition du lieutenant général Concha. Des arrestations nombreuses ont eu lieu ; mais, dans quelques jours, nous saurons à quoi nous en tenir sur le caractère de ce mouvement avorté. Jusqu'ici nous ne pouvons pas affirmer que les faits soit grave de grand pays venus qui désire l'anarchie ; il y a cependant cette circonstance que les conspirateurs arrêtés sont de fougueux partisans de maintien de l'esclavage. Cette relation de plus par que leur conduite soit réprouvée en Espagne où, sans porter aucune atteinte à la propriété, on a toujours considéré comme un deuil de l'humanité. (Vive approbation.—Longue agitation.)

M. OLOZAGA. J'ai l'honneur de proposer à l'assemblée la résolution suivante :

« Le Congrès, hautement satisfait des paroles que vient de prononcer M. le ministre des affaires étrangères, déclare qu'il donne son adhésion entière aux mesures prises par le cabinet relativement à l'île de Cuba. »

Messieurs, je croirais, faire injure au patriotisme des Cortès si je m'attachais à développer cette proposition. Il suffit qu'elle soit présentée pour qu'elle soit votée à l'instant même par tous les représentants de la nation.

VOIX NOMBREUSES. Oui ! oui !

La Chambre vote à l'unanimité la proposition de M. Olozaga.

Après ce que l'on vient de lire le doute n'est guère permis. Nous voyons cependant que le *Cronica*, journal espagnol publié à New-York et qui soutient la cause de la domination de l'Espagne à Cuba, prête un autre langage à M. Lozarraga. Voici, selon la feuille en question, comment cet orateur se serait exprimé : « Tandis que le gouvernement de Sa Majesté est résolu de maintenir les traités qui défendent la traite des noirs et de les exécuter fidèlement et sincèrement, il est profondément convaincu que l'esclavage est une nécessité et une condition indispensable au maintien de la paix et à la prospérité territoriale de la Cuba, et nous avons désiré prévenir les sentiments des déplaisés en donnant aux habitans et aux propriétaires de l'île la garantie qu'il ne peut venir à l'esprit de personne de violer ce principe. »

Ce langage ressemble peu à celui du compte-rendu et des correspondances de la *Presse*. Nous aimons à mieux ajouter foi aux journaux français qui ont des écrivains à Madrid et qui sont parfaitement renseignés. Il est évident que, la *Cronica* a été induite en erreur ou que craignant l'effet de la déclaration ministérielle, elle a jugé convenable de changer du noir au blanc la pose de M. Lozarraga.

Si celui-ci a réellement exprimé l'opinion du gouvernement espagnol, on peut s'attendre à une grave complications entre les Etats-Unis et la Péninsule. Notre gouvernement ne permettra jamais qu'on crée aux portes de l'Union un foyer d'agitation. Il est certain en effet qu'à l'émancipation deviendrait le signal de la révolution à Cuba. Cette mesure ressemblerait à celle qui livrerait les colons au despotisme de la population noire.

Les affaires de nos voisins ne nous regardent pas, dira t-on, c'est vrai, mais il est clair que la proclamation de l'affranchissement dans une île qui touche presque à nos rivages réagirait d'une manière fâcheuse dans les Etats de l'Union ou existe encore l'esclavage. Voilà le danger, et le devoir du gouvernement américain est de le conjurer en prostrant d'abord à Madrid et en prenant ensuite des mesures décisives si le cabinet espagnol refuse de prêter l'oreille à nos légitimes réclamations.

M. LOZERAGA a dit que les propriétaires d'esclaves seraient indemnisés. Comment ! Est-ce que l'Espagne a les moyens de rembourser à ses colons le prix des cinq cent mille esclaves que possèdent ces derniers ? Ce serait pour elle une affaire d'environ deux cent millions de piastres ! Où prendrait-elle cette somme énorme ! Son trésor est épuisé et les sources de son revenu presque taries. Non, si l'Espagne affranchit les noirs de Cuba, les colons ne seront pas indemnisés. Ils le savent bien, et si jamais le gouvernement espagnol s'avise de mettre à exécution ses projets de fausse philanthropie, l'insurrection éclatera chez nos voisins avec une violence irrésistible.

DEPECHES TELEGRAPHIQUES

Transmises à l'Abeille.

Suite des nouvelles étrangères

PAR LE BALTIC.

Impression de guerre.

New-York, 6 avril.—Les nouvelles apportées par le Baltic sont fort insignifiantes. Elles ne font pas changer l'impression de guerre.

Politique du czar.

Les dernières dépêches par le télégraphe sont, à un commencé de l'empereur Nicolas, qui a fait des communications à l'armée respectant le pouvoir.

On avait généralement supposé que l'été son pour prolonger toutes les plans militaires conçus par celui-ci.

Conférences de Vienne.

Les dernières dépêches nous avaient que la conférence se poursuivait sans encombre. Les délégués se font connaître ce à peu près sur la compétence de l'établissement de la paix. Tous le différents ont dans la troisième partie de la note autrichienne. Les plénipotentiaires ont été admis à discuter les alliés relativement l'adoption de la troisième partie.

Le comte de Montebello est à Vienne lorsque les dernières nouvelles sont parties. Son arrivée a été un événement important de la part de l'empereur Napoléon de plus pour que leur conduite soit réprouvée en Espagne ou, sans porter aucune atteinte à la propriété, on a toujours considéré comme un deuil de l'humanité. (Vive approbation.—Longue agitation.)

M. OLOZAGA. J'ai l'honneur de proposer à l'assemblée la résolution suivante :

« Le Congrès, hautement satisfait des paroles que vient de prononcer M. le ministre des affaires étrangères, déclare qu'il donne son adhésion entière aux mesures prises par le cabinet relativement à l'île de Cuba. »

Messieurs, je croirais, faire injure au patriotisme des Cortès si je m'attachais à développer cette proposition. Il suffit qu'elle soit présentée pour qu'elle soit votée à l'instant même par tous les représentants de la nation.

VOIX NOMBREUSES. Oui ! oui !

La Chambre vote à l'unanimité la proposition de M. Olozaga.

Après ce que l'on vient de lire le doute n'est guère permis. Nous voyons cependant que le *Cronica*, journal espagnol publié à New-York et qui soutient la cause de la domination de l'Espagne à Cuba, prête un autre langage à M. Lozarraga. Voici, selon la feuille en question, comment cet orateur se serait exprimé : « Tandis que le gouvernement de Sa Majesté est résolu de maintenir les traités qui défendent la traite des noirs et de les exécuter fidèlement et sincèrement, il est profondément convaincu que l'esclavage est une nécessité et une condition indispensable au maintien de la paix et à la prospérité territoriale de la Cuba, et nous avons désiré prévenir les sentiments des déplaisés en donnant aux habitans et aux propriétaires de l'île la garantie qu'il ne peut venir à l'esprit de personne de violer ce principe. »

Ce langage ressemble peu à celui du compte-rendu et des correspondances de la *Presse*. Nous aimons à mieux ajouter foi aux journaux français qui ont des écrivains à Madrid et qui sont parfaitement renseignés. Il est évident que, la *Cronica* a été induite en erreur ou que craignant l'effet de la déclaration ministérielle, elle a jugé convenable de changer du noir au blanc la pose de M. Lozarraga.

Si celui-ci a réellement exprimé l'opinion du gouvernement espagnol, on peut s'attendre à une grave complications entre les Etats-Unis et la Péninsule. Notre gouvernement ne permettra jamais qu'on crée aux portes de l'Union un foyer d'agitation. Il est certain en effet qu'à l'émancipation deviendrait le signal de la révolution à Cuba. Cette mesure ressemblerait à celle qui livrerait les colons au despotisme de la population noire.

Les affaires de nos voisins ne nous regardent pas, dira t-on, c'est vrai, mais il est clair que la proclamation de l'affranchissement dans une île qui touche presque à nos rivages réagirait d'une manière fâcheuse dans les Etats de l'Union ou existe encore l'esclavage. Voilà le danger, et le devoir du gouvernement américain est de le conjurer en prostrant d'abord à Madrid et en prenant ensuite des mesures décisives si le cabinet espagnol refuse de prêter l'oreille à nos légitimes réclamations.

M. LUCERAGA (vif mouvement d'attention). L'on a pris sur-le-champ les mesures de sûreté les plus énergiques. Nous avons maintenant l'ordre et conjurer tout à fait le péril. Je puis en ce moment donner l'assurance à la Chambre que la tranquillité et la sécurité de l'importante ne court aucun risque. Le gouvernement est décidé à ne rien négliger pour soupeser et supprimer la cause d'une aussi grande. Les troupes seront envoyées, s'il le faut, pour renforcer celles qui sont déjà à la disposition du lieutenant général Concha. Des arrestations nombreuses ont eu lieu ; mais, dans quelques jours, nous saurons à quoi nous en tenir sur le caractère de ce mouvement avorté. Jusqu'ici nous ne pouvons pas affirmer que les faits soit grave de grand pays venus qui désire l'anarchie ; il y a cependant cette circonstance que les conspirateurs arrêtés sont de fougueux partisans de maintien de l'esclavage. Cette relation de plus par que leur conduite soit réprouvée en Espagne où, sans porter aucune atteinte à la propriété, on a toujours considéré comme un deuil de l'humanité. (Vive approbation.—Longue agitation.)

M. OLOZAGA. J'ai l'honneur de proposer à l'assemblée la résolution suivante :

« Le Congrès, hautement satisfait des paroles que vient de prononcer M. le ministre des affaires étrangères, déclare qu'il donne son adhésion entière aux mesures prises par le cabinet relativement à l'île de Cuba. »

Messieurs, je croirais, faire injure au patriotisme des Cortès si je m'attachais à développer cette proposition. Il suffit qu'elle soit présentée pour qu'elle soit votée à l'instant même par tous les représentants de la nation.

VOIX NOMBREUSES. Oui ! oui !

La Chambre vote à l'unanimité la proposition de M. Olozaga.

Après ce que l'on vient de lire le doute n'est guère permis. Nous voyons cependant que le *Cronica*, journal espagnol publié à New-York et qui soutient la cause de la domination de l'Espagne à Cuba, prête un autre langage à M. Lozarraga. Voici, selon la feuille en question, comment cet orateur se serait exprimé : « Tandis que le gouvernement de Sa Majesté est résolu de maintenir les traités qui défendent la traite des noirs et de les exécuter fidèlement et sincèrement, il est profondément convaincu que l'esclavage est une nécessité et une condition indispensable au maintien de la paix et à la prospérité territoriale de la Cuba, et nous avons désiré prévenir les sentiments des déplaisés en donnant aux habitans et aux propriétaires de l'île la garantie qu'il ne peut venir à l'esprit de personne de violer ce principe.

« A cette occasion, le ministre a fait une déclaration qui l'honore au plus haut degré, alors que le cabinet dont il a exprimé les sentiments. Il a dit que, sans porter atteinte à des droits de propriété établis, sans se refuser à les compenser par une indemnité convenable, le gouvernement espagnol était très décidé à en finir avec une institution barbare dont nous les peuples civilisés ont fait justice, et que M. Lozarraga n'a pas craint d'appeler la honte et une honte pour l'humanité.

« Le ministre Espartero a d'autant plus de mérite à avoir pris cette généreuse initiative, que l'esclavage des noirs compte sur cette terre libérale de l'Espagne de nombreux et de très chaud partisans. Et, pour Cuba, le désintéressement n'est pas le fait auquel périt.

« M. Olozaga s'est fait l'interprète de l'assemblée entière en proposant un vote d'adhésion et de remerciement au cabinet. C'est le pendant de celui qui a été émis il y a un mois, à la suite des explications demandées par M. Martinez. Les renseignements qu'il a donnés ont été satisfaisants à son cabinet. C'est le pendant de celui qui a été semé il y a un mois, à la suite des explications demandées par M. Conrad. Les correspondances de ces deux députés qu'elles sont décidées à ne pas reculer d'un pas sur ce terrain, ou si c'est arrêt tout de l'honneur de l'Espagne. »

On vient de lire le rapport de correspondant de la *Presse*, le compte-rendu de la séance des Cortès, traduit de l'espagnol, confirme son assertion. Le voici :

M. LE GENERAL SERRANO. Messieurs, le bruit s'est répandu qu'une conspiration venait d'être découverte à l'île de Cuba. (Vive attention.) Je demande au gouvernement de nous donner quelques explications sur un fait si important.

M. LUCERAGA. (vif mouvement d'attention). Le gouvernement a reçu, en effet, des dépêches annonçant qu'une conspiration venait d'être découverte à la Havane. M. le capitaine-général Concha a pris sur-le-champ les mesures de sûreté sanires pour maintenir l'ordre et conjurer tout à fait le péril. Je puis en ce moment donner l'assurance à la Chambre que la tranquillité et la sécurité de l'importante ne court aucun risque. Le gouvernement est décidé à ne rien négliger pour soupeser et supprimer la cause d'une aussi grande. Les troupes seront envoyées, s'il le faut, pour renforcer celles qui sont déjà à la disposition du lieutenant général Concha. Des arrestations nombreuses ont eu lieu ; mais, dans quelques jours, nous saurons à quoi nous en tenir sur le caractère de ce mouvement avorté. Jusqu'ici nous ne pouvons pas affirmer que les faits soit grave de grand pays venus qui désire l'anarchie ; il y a cependant cette circonstance que les conspirateurs arrêtés sont de fougueux partisans de maintien de l'esclavage. Cette relation de plus par que leur conduite soit réprouvée en Espagne où, sans porter aucune atteinte à la propriété, on a toujours considéré comme un deuil de l'humanité. (Vive approbation.—Longue agitation.)

M. OLOZAGA. J'ai l'honneur de proposer à l'assemblée la résolution suivante :

« Le Congrès, hautement satisfait des paroles que vient de prononcer M. le ministre des affaires étrangères, déclare qu'il donne son adhésion entière aux mesures prises par le cabinet relativement à l'île de Cuba. »

Messieurs, je croirais, faire injure au patriotisme des Cortès si je m'attachais à développer cette proposition. Il suffit qu'elle soit présentée pour qu'elle soit votée à l'instant même par tous les représentants de la nation.

VOIX NOMBREUSES. Oui ! oui !

La Chambre vote à l'unanimité la proposition de M. Olozaga.

Après ce que l'on vient de lire le doute n'est guère permis. Nous voyons cependant que le *Cronica*, journal espagnol publié à New-York et qui soutient la cause de la domination de l'Espagne à Cuba, prête un autre langage à M. Lozarraga. Voici, selon la feuille en question, comment cet orateur se serait exprimé : « Tandis que le gouvernement de Sa Majesté est résolu de maintenir les traités qui défendent la traite des noirs et de les exécuter fidèlement et sincèrement, il est profondément convaincu que l'esclavage est une nécessité et une condition indispensable au maintien de la paix et à la prospérité territoriale de la Cuba, et nous avons désiré prévenir les sentiments des déplaisés en donnant aux habitans et aux propriétaires de l'île la garantie qu'il ne peut venir à l'esprit de personne de violer ce principe.

« A cette occasion, le ministre a fait une déclaration qui l'honore au plus haut degré, alors que le cabinet dont il a exprimé les sentiments. Il a dit que, sans porter atteinte à des droits de propriété établis, sans se refuser à les compenser par une indemnité convenable, le gouvernement espagnol était très décidé à en finir avec une institution barbare dont nous les peuples civilisés ont fait justice, et que M. Lozarraga n'a pas craint d'appeler la honte et une honte pour l'humanité.

« Le ministre Espartero a d'autant plus de mérite à avoir pris cette généreuse initiative, que l'esclavage des noirs compte sur cette terre libérale de l'Espagne de nombreux et de très chaud partisans. Et, pour Cuba, le désintéressement n'est pas le fait auquel périt.

« M. Olozaga s'est fait l'interprète de l'assemblée entière en proposant un vote d'adhésion et de remerciement au cabinet. C'est le pendant de celui qui a été émis il y a un mois, à la suite des explications demandées par M. Martinez. Les renseignements qu'il a donnés ont été satisfaisants à son cabinet. C'est le pendant de celui qui a été semé il y a un mois, à la suite des explications demandées par M. Conrad. Les correspondances de ces deux députés qu'elles sont décidées à ne pas reculer d'un pas sur ce terrain, ou si c'est arrêt tout de l'honneur de l'Espagne. »

On vient de lire le rapport de correspondant de la *Presse*, le compte-rendu de la séance des Cortès, traduit de l'espagnol, confirme son assertion. Le voici :

M. LE GENERAL SERRANO. Messieurs, le bruit s'est répandu qu'une conspiration venait d'être découverte à l'île de Cuba. (Vive attention.) Je demande au gouvernement de nous donner quelques explications sur un fait si important.

M. LUCERAGA. (vif mouvement d'attention). Le gouvernement a reçu, en effet, des dépêches annonçant qu'une conspiration venait d'être découverte à la Havane. M. le capitaine-général Concha a pris sur-le-champ les mesures de sûreté sanires pour maintenir l'ordre et conjurer tout à fait le péril. Je puis en ce moment donner l'assurance à la Chambre que la tranquillité et la sécurité de l'importante ne court aucun risque. Le gouvernement est décidé à ne rien négliger pour soupeser et supprimer la cause d'une aussi grande. Les troupes seront envoyées, s'il le faut, pour renforcer celles qui sont déjà à la disposition du lieutenant général Concha. Des arrestations nombreuses ont eu lieu ; mais, dans quelques jours, nous saurons à quoi nous en tenir sur le caractère de ce mouvement avorté. Jusqu'ici nous ne pouvons pas affirmer que les faits soit grave de grand pays venus qui désire l'anarchie ; il y a cependant cette circonstance que les conspirateurs arrêtés sont de fougueux partisans de maintien de l'esclavage. Cette relation de plus par que leur conduite soit réprouvée en Espagne où, sans porter aucune atteinte à la propriété, on a toujours considéré comme un deuil de l'humanité. (Vive approbation.—Longue agitation.)

M. OLOZAGA. J'ai l'honneur de proposer à l'assemblée la résolution suivante :

« Le Congrès, hautement satisfait des paroles que vient de prononcer M. le ministre des affaires étrangères, déclare qu'il donne son adhésion entière aux mesures prises par le cabinet relativement à l'île de Cuba. »

Messieurs, je croirais, faire injure au patriotisme des Cortès si je m'attachais à développer cette proposition. Il suffit qu'elle soit présentée pour qu'elle soit votée à l'instant même par tous les représentants de la nation.

VOIX NOMBREUSES. Oui ! oui !

La Chambre vote à l'unanimité la proposition de M. Olozaga.

Après ce que l'on vient de lire le doute n'est guère permis. Nous voyons cependant que le *Cronica*, journal espagnol publié à New-York et qui soutient la cause de la domination de l'Espagne à Cuba, prête un autre langage à M. Lozarraga. Voici, selon la feuille en question, comment cet orateur se serait exprimé : « Tandis que le gouvernement de Sa Majesté est résolu de maintenir les traités qui défendent la traite des noirs et de les exécuter fidèlement et sincèrement, il est profondément convaincu que l'esclavage est une nécessité et une condition indispensable au maintien de la paix et à la prospérité territoriale de la Cuba, et nous avons désiré prévenir les sentiments des déplaisés en donnant aux habitans et aux propriétaires de l'île la garantie qu'il ne peut venir à l'esprit de personne de violer ce principe.

« A cette occasion, le ministre a fait une déclaration qui l'honore au plus haut degré, alors que le cabinet dont il a exprimé les sentiments. Il a dit que, sans porter atteinte à des droits de propriété établis, sans se refuser à les compenser par une indemnité convenable, le gouvernement espagnol était très décidé à en finir avec une institution barbare dont nous les peuples civilisés ont fait justice, et que M. Lozarraga n'a pas craint d'appeler la honte et une honte pour l'humanité.

« Le ministre Espartero a d'autant plus de mérite à avoir pris cette généreuse initiative, que l'esclavage des noirs compte sur cette terre libérale de l'Espagne de nombreux et de très chaud partisans. Et, pour Cuba, le désintéressement n'est pas le fait auquel périt.

« M. Olozaga s'est fait l'interprète de l'assemblée entière en proposant un vote d'adhésion et de remerciement au cabinet. C'est le pendant de celui qui a été émis il y a un mois, à la suite des explications demandées par M. Martinez. Les renseignements qu'il a donnés ont été satisfaisants à son cabinet. C'est le pendant de celui qui a été semé il y a un mois, à la suite des explications demandées par M. Conrad. Les correspondances de ces deux députés qu'elles sont décidées à ne pas reculer d'un pas sur ce terrain, ou si c'est arrêt tout de l'honneur de l'Espagne. »

L'esclavage maintenu à Cuba.

Washington, 9 avril.—L'intelligencer d'aujourd'hui publie la lettre de sener Lazarraga, adressé au Conseil de la législature de Cuba, dans laquelle il donne l'ordre de maintenir l'esclavage à Cuba.

Cincinnati, 6 avril.—Rien de nouveau de l'Ohio. Le prix des farines a augmenté et celles-ci ont conservé une tendance à la hausse. Les affaires ont été faibles dans quelques jours à raison de 60 25 le baril. Le whisky est ferme à 23 cts le gallon. La graine vaut 16 cts la livre et le maïs 60 cts le boisseau.

Pittsburg, 6 avril.—Il y a 4 pieds 10 pouces d'eau dans le chenal et la rivière monte.

Rivière.—Pittsburg, 7 avril.—La rivière monte rapidement; il y a 6 pieds 7 pouces d'eau dans le chenal.

—9 avril.—Le niveau des eaux a haussé de 2 pouces.

Louisville, 7 avril.—A 1,2 pieds d'eau dans le canal. Le David White est parti pour la Nlle-Orléans.

—9 avril.—Le niveau des eaux s'est rapidement élevé ; il y a maintenant 5 pieds 6 pouces de profondeur dans le canal. Les steamers Antelope, Scotland Land, D. Gibson, Empire State, Wm Noble et Northerner est arrivés hier.

Cincinnati, 7 avril.—Farine 49 50 à 9 60 le baril; le whiskey vaut 25 cents le gallon.

—9 avril.—La rivière a baissé de 2 pouces ; farine 49 75 à 810 le baril. Whiskey, hausse, 30 cts le gallon ; graine 10 cents la livre.

Wheeling, 9 avril.—Les eaux n'ont qu'un pied passée sur le rapport à la Nlle-Orléans : Le Mckee dimanche à 4 heures, le Michigan aujourd'hui, à 4 heures, le Lady Pike, à 5 heures, le Hibernia, à 5 heures. Le steamer W H Shannon, qui avait coulé bas dans la rivière Tuscarawas, a été relevé et est parti de Zanesville avec trois complets pour la Nlle-Orléans.

Marché de New-York.

7 avril.—Farine de 4 cents sur les cotons à l'arrivée des avis de Baltic. Farine ferme. Blés en faveur; vente de 25,000 boisseaux. Maïs 81 @ 82 cts.

Aucun ou de mauvais les qualités de la Nlle-Orléans sont de 9,000 à 10 cents. Il y a une commande dans la même région.

Boston.—Sprick Rose ne jouera d'une, il est plus qu'un engagement qu'il ne voulait à M. Gabriel Jacques Prévost.

Assassinat. Une dame nommée Chatterton est accusée d'avoir empoisonné son mari pour le chemin empêchement de son amant. Le meurtre a eu lieu à Lowell. Le meurtrier a été arrêté. Les preuves sont accablantes. Le public a manifesté un grand mécontentement. Le public a manifesté un désir d'assister à la pendaison. Le gouverneur Thomas Rundlett, qui a le pouvoir de commuer la peine de mort, a refusé de faire usage de ce pouvoir dans le grand d'horreur, prise en considération, dit-on, par le gouverneur, que la femme est accusée d'avoir empoisonné son mari. Le jugement a été confirmé.

Nouvelles d'Haïti.

TENTATIVE DE SUICIDE.—Jean Kelly, ancien cuisinier pour la Guadeloupe, a tenté de se tuer dans la nuit du 26 au 27 mars dernier. Il a été sauvé par le sergent de police Jeanne Chiffonier, porteur de journaux, qui, par un heureux hasard à la rue—Ordre d'immédiat.

VOL AVEC EFFRACTION.—Deux voleurs ont enfoncé, dimanche soir, dans la maison de M. Charles Chevalier, rue Bourbon, No 230, et ont enlevé pour 1700 en bijoux.—M. Chevalier publie plus loin une annonce offrant une récompense de 500 à quiconque arrêtera les malfaiteurs et fera restituer les objets volés.

Quatrième District.

TRISTE ACCIDENT.—M. Jos W. Angle qui est tombé dans le canal Claiborne, Quatrième District, par des personnes qui tiraient à la cible, a expiré chez lui, hier matin, dans la rue Dauphine, No 141. Le docteur Ogden, appelé à constater le corps, a déclaré que la mort avait été causée par la balle qui avait pénétré dans le cerveau. Le coroner, M. Angle, a rendu un verdict conforme aux faits.

Deuxième District.

Les deux nouveaux Conseils se sont réunis hier soir, conformément à la loi.

ASSISTANTS-ALDERMEN.

Tous les membres répondent à l'appel.

M. Smith occupe provisoirement la fauteuil.

Le Conseil a été nommé chargé de s'enquérir du droit de chaque candidat à un siége. On nomme présente un rapport annonçant que tous les membres ont été élus régulièrement.

M. E. L. Tracy est élu président et M. James Hopkins, trésorier, greffier, secrétaire. Le salaire de cet officier est fixé à $2000 par an.

M. Campbell est élu sergent-d'armes. Il recevra $1200 par an.

Les Aldermen sont annoncer qu'ils sont prêts à procéder à l'élection des employés de la ville.

Les deux Conseils procèdent à l'élection.

M. D. L. Tracy est élu assistant recorder du Premier District, M. J. L. Bell, Deuxième District, M. P. S. Wills du Troisième District et M. James Ollemans, du Quatrième District.

Les Aldermen adoptent les anciens réglements, à l'exception de l'heure de la réunion, qui est fixée à 7 heures.

Le Conseil s'ajourne à ce soir, à sept heures.

ALDERMEN.

Réunion à heures et demie.

MM. Desarges, Dupré, Tompkins, Price, Place, Pride et Gillmore sont présents.

M. Gillmore est élu président *pro tem.*

Le secrétaire lit un message de maire, annonçant le résultat de l'élection.

M. Gillmore est élu président.

Pride, présente un rapport déclarant que tous les membres ont droit à leur siége.

M. Pride est élu président à l'unanimité, M. Charles Claiborne secrétaire et M. J. E. Planchard sergent d'armes.

Le Conseil décide qu'il se réunira ce soir à six heures.

Le Conseil s'ajourne, après s'être transporté dans la salle des délibérations des Assistants et avoir lu les assistants recorders, pour les quatre Districts.

ELECTIONS.—Le parti Américain a triomphé le 2 de ce mois à Annapolis. Tous les candidats qu'il avait désignés pour les fonctions municipales ont été élus à cent voix de majorité en moyenne.

GRÊLE.—Un orage accompagné de grêle a éclaté jeudi dernier sur la paroisse Iberville.

On a reçu à Washington la nouvelle de la mort de Mme Schroder, femme du ministre des Etats-Unis à Stockholm et fille du colonel Seaton, éditeur de *National Intelligencer*. C'était, dit-on, une femme très remarquable.

ACCIDENT.—Un Italien, patron d'une de ces barques qui font le cabotage le long de la côte et portent des douanes sur les habitations, a été, il y a une semaine, victime d'un de ces accidents qui deviennent malheureusement si fréquents. Son embarcation était mouillée à l'embouchure du lac Pontchartrain, lorsque, s'étant approché de la berge pour y débarquer, il tomba à l'eau. Voyant des canards nager sur le bord, il prit son fusil, mais dans sa précipitation il le prit par le canon et tira l'arme à lui avec une certaine violence. Le chien s'élève et retombe, le coup partit et le patron de la barque reçut dans la ventre toute la charge de fusil. Il expira peu après et fut enterré le lendemain.

MAITE.—Des nouvelles d'Haïti jusqu'au 1 mars ont été reçues à Boston. La récolte de café a été moins considérable que de coutume. L'opinion générale dans l'île était que le traité passé entre les Etats-Unis et St Domingue ne serait pas ratifié dans sa forme actuelle par le gouvernement dominicain.

NEBRASKA.—Le territoire de Nebraska, tout jeune qu'il est, sera traversé dans les grands sens par une compagnie qui s'engage à construire un chemin qui reliera le port de Glasgow, sur les bords du Missouri aux frontières occidentales du territoire. Il commencera à la ville de Plattsmouth, dont le nom indique bien la position, et courra, en passant par le fort Kearney, jusqu'au fort Laramie, d'où il s'avancera jusqu'aux pieds des montagnes Rocheuses. Il formera ainsi une ligne d'environ mille lieues, qui, sans compter les embranchements. Ajoutez qu'il vest avoir deux voies et qu'on ne regardera pas beaucoup à la dépense. Le capital engagé est fixé à cinq millions de dollars, divisés en actions de $10.

NICOLAS.

Ses derniers moments—Sa mort.

Nous empruntons quelques passages à une notice que publie le *Journal des Débats* sur les derniers moments de l'empereur Nicolas :

« L'empereur a réglé lui-même toutes les cérémonies de son enterrement, après avoir fait annoncer sa mort prochaine à Moscou et à Varsovie par le télégraphe.

« A ce moment, on a annoncé à l'empereur le fils du prince Mentschikoff, qui arrivait avec des lettres de son père ; il a refusé d'en prendre connaissance. « Cela pourrait-il me ramener à la terre ? »

Les dernières paroles que l'empereur Nicolas a adressées à l'impératrice étaient une recommandation pour le roi de Prusse Frédéric-Guillaume, dont on sait que l'impératrice est la sœur. L'impératrice a été élevée à Berlin. Il a voir au roi son frère que l'empereur ne lui en voulait point pour la politique de neutralité et de médiation qu'il avait adoptée dans l'intérêt de la Prusse, parce qu'en jour peut-être cette politique serait utile à tout le monde, mais qu'il demandait de conserver la mémoire de leurs anciennes liaisons et de leur donner oublier les derniers conseils de son père. L'empereur Nicolas faisait allusion à certaines recommandations que le roi Frédéric-Guillaume III, père du roi actuel, a déposées dans son testament. Le feu roi, s'adressant directement à son fils, lui disait : Gardez-toi, mon cher Frédéric, de jamais te mêler d'innovations qui ne seraient pas dans le génie et dans l'esprit de l'armée.

« Le roi, à l'heure qui précède de la première connexion de lumière, a été ensuite chez l'impératrice ; mais il ne pénétra de lui et quitta de nouveau dans la chambre.